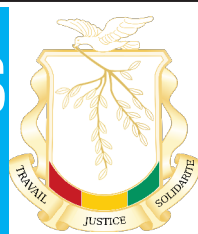


PROMOTION D'UNE EXPLOITATION MINIÈRE DURABLE ET RESPONSABLE

L'ANAIM a pour mission de planifier, concevoir et réaliser des infrastructures adaptées aux besoins du secteur minier, en veillant à leur intégration harmonieuse dans l'environnement et en favorisant le développement économique local.



Journal des Appels d'Offres & Offres d'Emplois



DCMP



ONFPP

ARMP
Transparence - Équité - Efficacité

Aguipe

N°806/ LUNDI 12 OCTOBRE 2026

Hebdomadaire / www.jaoguinee.com

Prix : 3000 GNF

APPELS D'OFFRES



MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET L'HYGIÈNE PUBLIQUE

- APPEL À CANDIDATURES POUR LE RECRUTEMENT.....P/03/04/05/06
- APPEL À CANDIDATURES POUR LE RECRUTEMENT.....P/07/08/09

PROGRAMME
SIMANDOU
2040

Un pont vers la prospérité !

La Guinée, notre Paradis
TERRE DE RICHESSE ET D'INNOVATION

- | | | | | |
|---|-----------------------|--|---------------------------------|---------------------|
| 1 Agriculture, Industrie Alimentaire & Commerce | 2 Éducation & Culture | 3 Infrastructures, Transports & Technologies | 4 Économie, Finance & Assurance | 5 Santé & Bien-être |
|---|-----------------------|--|---------------------------------|---------------------|

Guinée

68
ans

Bonne fête de l'Indépendance

2 octobre 1958 - 2 octobre 2026

Nous Faisons plus que de la bauxite



Conseil



Horoscope de la semaine du 12 octobre: quelle est la chanson de votre signe astrologique?

OFFRES D'EMPLOIS



- **OMVG**
● AVIS DE RECRUTEMENT.....P/10



NSIA TALENT'AVENIR 2026



Formation et immersion entreprise



Mentorats par des experts



Opportunités professionnelles

LES CANDIDATURES SONT OUVERTES !

8212 625 00 00 70 666 18 12 82

Suivez-nous



NSIA
ASSURANCES

Le vrai visage de l'assurance

CONSEILS
DU JOUR

Horoscope de la semaine du 12 octobre: quelle est la chanson de votre signe

ce qu'on ne contrôlait pas.

Écouter la chanson The Rip sur You Tube.

Ce que prévoient les astres pour le Cancer cette semaine
Votre partenaire vient de faire un grand ménage dans la famille et vous êtes encore sous le choc. Cependant, vous commencez à comprendre certaines choses, ce qui vous aide à y voir plus clair. Il suffit qu'un employé ait une mauvaise opinion de vous ou qu'un patron se mette à avoir des idées noires pour que vous vous retrouviez vite submergé par leurs émotions!

Lion: Talk – Hozier

Pourquoi cette chanson est parfaite pour le Lion cette semaine
Vous déborderez d'idées et vous avez l'occasion de les faire rayonner. Cette chanson, à la fois charismatique et envoûtante, reflète votre capacité à convaincre, séduire et faire entendre votre voix cette semaine.

Écouter Talk sur You Tube.

Ce que prévoient les astres pour le Lion cette semaine

Préparez-vous à faire des rencontres inattendues et captivantes. Depuis un moment, vous n'avez pas vu un proche ou un ami de longue date et vous vous posez de sérieuses questions. Vous utiliserez toutes vos idées à leur plein potentiel. En particulier, n'hésitez pas à parler de cela en haut lieu et à faire bouger les choses.

Vierge: Combustion lente – Ariane Moffatt

Pourquoi cette chanson est parfaite pour la Vierge cette semaine
L'amour pourrait apparaître là où vous ne l'attendez pas et transformer subtilement votre trajectoire. Comme son titre l'indique, cette chanson parle d'un sentiment qui s'installe progressivement, mais durablement.

Écouter Combustion lente sur You Tube.

Ce que prévoient les astres pour la Vierge cette semaine

Selon Cupidon, si j'en crois la planète Vénus, vous rencontrerez bientôt l'amour. Autrement dit, plusieurs imprévus feront faire bouger votre destinée dans le bon sens. Si c'est déjà fait, vous n'avez rien à craindre! Restez prudent quant à vos objectifs ou à vos plans d'action si vous envisagez de vous lancer dans les affaires ou de créer votre propre entreprise.

Balance: Holocene – Bon Iver

Pourquoi cette chanson est parfaite pour la Balance cette semaine
Certains projets pourraient être ralentis par des responsabilités familiales ou des circonstances hors de votre contrôle. Cette chanson invite à prendre du recul et à accepter que les détours font parfois partie du voyage.

Écouter Holocene sur You Tube.

Ce que prévoient les astres pour la Balance cette semaine

Les plans que vous avez en tête concernant votre vie à deux (un mariage peut-être!) pourraient être reportés pour diverses raisons. L'un de vos parents, par exemple, sera confronté à une maladie et aura besoin d'aide. Vous ne céderez pas votre place lorsqu'il s'agira de défendre vos idées et d'exprimer vos pensées. Soyez prudent dans le choix de vos mots!

Scorpion: Roll With the Punches – Bryan Adams

Pourquoi cette chanson est parfaite pour le Scorpion cette semaine
Vous devrez redoubler d'efforts pour faire avancer vos projets ou convaincre votre entourage de voir plus grand. Une chanson de combattant pour une semaine où votre détermination sera votre plus grande force.

Écouter Roll With the Punches sur You Tube.

Ce que prévoient les astres pour le Scorpion cette semaine

Vous prendrez plaisir à penser davantage à vous. De plus, vous accepterez une invitation galante. Vous allez connaître un renforcement de vos liens amoureux. Vous devrez vous donner à fond et vous battre pour avancer sur vos projets, pour débloquer

journaldesappelsdoffres@yahoo.fr / journaldesappelsdoffres@gmail.com

N° de compte B.I.G : 004 000 1571000601 67

J.A.O - N° 253/PR/TPI/K/C/2011 - ARRETE N°/2012/ 7132 MJ/CAB - BP/ 4034 Conakry / Quartier Sandervalia

ADMINISTRATEUR GENERAL
Directeur de Publication
Alpha Souleymane Bah "Fischer"
625 190 207

Directeur Général
Ahmed Chamsoudine Cherif
655 23 78 73 / 628 23 78 73

Secrétariat
Mame Diouf 621 672 636

Service Commercial

Mory Koné 611 33 17 45

Service vente abonnements
Aissatou Barry "Aye" : 622 200 169

Service Rubrique
Nadege camara 624 972 693

Service de production
Ibrahima Sory Bangoura 623831934

Service distribution
Laye Sangaré 625 624 893

COMPTABILITÉ & FINANCE
Mohamed Maciré Conté
625812714

MONTAGE /GRAPHISME
Fodé Abdoulaye Camara
" Moriah"
664 932 996 / 625 242 334
fodeabdoulayec07@gmail.com

Imprimerie
Vision 2000 Communication plus

L'Énigme

"On me trouve une fois dans une minute, deux fois dans un moment, mais jamais dans un siècle. Qui suis-je ?"

La Réponse

La lettre "M".

Minute contient une fois la lettre M.
Moment contient deux fois la lettre M.
Siècle ne contient pas du tout la lettre M.



N° 2858 /MSHP/CAB/2026

Conakry, le...05 OCT 2026

APPEL À CANDIDATURES POUR LE RECRUTEMENT DE L'EQUIPE DU PERSONNEL CLE DE L'UNITE DE GESTION DU PROJET
Date début : 06/10/2026 – Date limite : 06/11/2026

I. Le Gouvernement de la République de Guinée ci-après dénommé « le Bénéficiaire » a reçu un financement de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) sous la forme d'Accord de Prêt , en vue de financer une partie du coût du Projet de Construction et d'Equipement d'un Hôpital Régional au Chef-lieu de la Région Administrative de Siguiri.

Le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP), Maître d'Ouvrage du Projet ci-après dénommée « le Client » envisage, dans le cadre de la réalisation du projet, de procéder au recrutement en toute urgence, l'équipe du personnel clé de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) qui comprend quatre (4) membres :

1.1 Le Coordonnateur ;

1.2 Le personnel d'appui qui est composé de trois (3) membres dont :

- Un (1) responsable de passation des marchés ;
- Un (1) responsable administratif et financier ;
- Un (1) responsable de suivi-évaluation

Pour mener à bien le projet dont les composantes sont indiquées ci-dessous, le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP) veut s'assurer le concours de l'expertise d'un personnel clé disposant de compétences requises notamment dans les domaines de la réalisation d'infrastructures de santé, de la connaissance des procédures de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC).

COMPOSANTE 1 : Etudes, contrôle et surveillance des travaux et Assistance à la Maitrise d'Ouvrage.

COMPOSANTE 2 : Réalisation des travaux et acquisition des équipements

COMPOSANTE 3 : Appui institutionnel, renforcement de capacités et gestion du projet.

COMPOSANTE 4 : Mise en œuvre des mesures de sauvegardes environnementales et sociales.

COMPOSANTE 5 : Audit technique, financier et environnemental du projet

II. OBJECTIFS DE LA MISSION

Pour accomplir sa mission, l'Unité de Gestion du Projet (UGP) du Projet est chargée d'assurer la coordination technique, administrative, financière, environnementale et sociale du projet, avec l'appui d'une Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO) réalisée par l'Administration et Contrôle des Grands Projets (ACGP).

Attendu que la mise en œuvre du projet repose sur un mécanisme EPC (Engineering–Procurement–Construction), permettant une intégration des études d'exécution, des travaux, de la fourniture des équipements, de leur mise en service et du transfert de compétences, l'Unité de Gestion du Projet (UGP) sera spécifiquement chargée:

- de la coordination générale de l'exécution du projet ;
- du suivi de l'exécution du contrat EPC ;
- de la gestion administrative, financière et comptable du projet ;
- de la passation des marchés et du suivi contractuel ;
- de la mise en place du système de suivi-évaluation et l'organisation du suivi technique,
- du suivi-évaluation des activités et des indicateurs de performance ;
- du suivi des aspects environnementaux, sociaux, d'hygiène et de sécurité ;
- de la préparation des rapports techniques, financiers et d'avancement de l'exécution physique et financière des travaux, biens et services destinés aux autorités nationales et à la Banque (BIDC) ;
- de la coordination des activités avec les partenaires techniques [(notamment l'entreprise EPC, le cabinet d'ingénierie-conseil spécialisé de supervision qui sera recruté, l'Administration et Contrôle des Grands Projets qui assure les fonctions d'Assistance à la Maitrise d'Ouvrage (AMO), les services compétents du niveau central et décentralisé ou local du MSHP)] et le Comité de Pilotage (COPIL) qui sera mis en place ;
- d'assurer l'interface entre les différentes parties prenantes du projet, y compris les autorités et communautés locales, les partenaires techniques et la BIDC, afin de garantir une mise en œuvre harmonieuse et efficace du projet ;
- D'élaborer les plans de mise en œuvre (PMO) et/ou plans de travail et le budget annuel du projet (contrepartie nationale et FINEX) ;
- d'assurer la revue des études techniques d'exécution, des études environnementales et sociales ;
- d'assurer la préparation des demandes de décaissements (contrepartie nationale et FINEX) ;
- de soumettre à la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) pour avis de Non-Objection, les dossiers de consultation des prestataires de services (demande de propositions pour services de consultants incluant les termes de référence (TDR) pour audit financier, études, contrôle et supervision des travaux d'infrastructures et d'équipements de l'hôpital ;
- D'organiser les réunions techniques pour l'examen et la validation avant soumission au BIDC pour avis de Non-Objection, les dossiers d'études techniques/architecturales et d'Appel d'offres pour travaux et équipements élaborés par les prestataires de services ou bureaux d'études pour travaux de génie civil et fournitures d'équipement [état des lieux, Avant-Projet Sommaire (APS), Avant-Projet Détaillé (APD), Dossier d'Appel d'Offres (DAO)] ;
- De participer à l'évaluation d'offres de soumissionnaires pour : i) les travaux de génie civil ; ii) l'acquisition de biens et services ;
- De participer aux missions de négociations, de supervision et de contrôle de la qualité technique des travaux d'infrastructures et d'équipements ;
- D'examiner et de valider avant leurs mises en paiement, les états financiers et les factures des prestataires de services, des entreprises de travaux de génie civil et fournisseurs d'équipement ;
- De procéder à l'analyse et à la synthèse des rapports d'activités relatifs à l'exécution des contrats de services et/ou de consul-

tants ou bureaux d'études;

- Participer aux réceptions provisoire et définitive des travaux d'infrastructures et d'équipements ;
- D'assurer le suivi technique et financier (gestion et mise en œuvre) des contrats de consultants, des marchés de travaux et de fournitures de biens ;
- D'élaborer en collaboration avec l'AMO, EPC + Finance, le rapport d'achèvement du projet.

III. DESCRIPTION DE POSTES

3.1 COORDONNATEUR DU PROJET

3.1.1 Lien hiérarchique :

Le Coordonnateur du Projet est placé sous l'autorité et la supervision du Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique ou son représentant. Il s'assure que le Projet est correctement mis en œuvre dans le respect des délais requis et selon les standards d'efficacité et d'efficience et ce, en étroite collaboration avec tous les membres de l'Unité de Gestion du Projet et de l'équipe d'EPC (Engineering–Procurement–Construction). Il rend compte de toutes les activités soumises à sa responsabilité.

3.1.2 Responsabilités générales

Le/la Coordinateur (trice) est chargé(e) de :

- Appuyer la bonne exécution des activités du projet dans toutes ses composantes en lien étroit avec le personnel d'appui ;
- Assurer la coordination opérationnelle du projet avec les différents intervenants (administration, BIDC, prestataires de services, entreprises, fournisseurs, etc.) ;
- Veiller à la cohérence et à la qualité des prestations techniques, administratives et financières de l'UGP ;
- Veiller au respect des principes d'éthique et d'intégrité à toutes les étapes du processus de passation des marchés ;
- Rendre régulièrement compte de l'état d'avancement du projet au Ministre de la Santé ou à son représentant désigné le cas échéant.

3.1.3 Missions spécifiques

- Conduire la planification et la mise en œuvre des activités du projet.
- Élaborer les plans de travail annuels (PTA) et assurer leur exécution en lien avec les partenaires de mise en œuvre ;
- Assurer le suivi technique, administratif et financier des activités des quatre (4) composantes du projet
- Coordonner les relations avec les parties prenantes techniques, institutionnelles et de financement du projet ;
- Assurer le cas échéant, le secrétariat technique du comité de pilotage du projet (COPIL), notamment la préparation des sessions, la rédaction des comptes rendus, et le suivi des recommandations;
- Superviser la production des rapports techniques et financiers (annuels, semestriels) à transmettre au BIDC, conformément aux obligations de l'Accord de Prêt ;
- Veiller au respect des engagements de redevabilité financière, y compris en matière de passation des marchés, ordonnancement des dépenses et justification des fonds de la contrepartie nationale et du FINEX, selon les règles et procédures en vigueur ;
- Contribuer à la mise en œuvre du dispositif de suivi-évaluation, y compris la collecte et l'analyse des indicateurs, en coordination avec les intervenants concernés.

3.1.4 Qualifications requises

- Diplôme Universitaire de niveau Bac+5 minimum (DES, DESS, Master ou tout autre diplôme équivalent) en santé publique, administration hospitalière, ingénierie, gestion des investissements, ou tout autre domaine pertinent pour le projet ;
- Solides compétences en gestion de projets complexes d'infrastructures sanitaires, avec une expérience confirmée en coordination multi-acteurs ;

- Excellente connaissance du fonctionnement des projets sur financement extérieur par les principaux bailleurs d'aide au développement ;
- Capacités rédactionnelles et analytiques avérées,
- Excellente maîtrise du français (écrit et oral) ;
- Maîtrise des logiciels bureautiques (Word, Excel, PowerPoint).

Expériences professionnelles

- Expérience professionnelle générale minimale de quinze (15) ans dans le domaine de l'administration des services de santé ou de l'ingénierie sanitaire et de gestion des investissements publics dans le secteur de la santé ;
- Expérience confirmée dans la gestion ou la coordination de projets de santé financés par des bailleurs internationaux, notamment de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) ou des principales institutions de financement des projets publics (IDA, BAD, UE, AFD, KfW, FSD, BIsD, FAAD, BA-DEA, etc...) sera un atout ;
- Expérience dans la préparation de dossiers d'Appel d'Offres (DAO) pour études, supervision et contrôle de travaux/fournitures d'équipements medicotechniques et autres acquisitions diverses dans le secteur de la santé en tant que responsable ou point focal ou assistant à la passation des marchés sera un atout ;

3.2 RESPONSABLE DE PASSATION DES MARCHES

3.2.1 Lien hiérarchique :

Le Responsable de la Passation des Marchés (RPM) est placé sous l'autorité et la supervision du Coordonnateur de l'Unité de Gestion du Projet (UGP). Il rend compte de toutes les activités soumises à sa responsabilité.

3.2.2 Responsabilités générales

Le/la Responsable de la Passation des marchés est chargé(e) de :

- Assurer et superviser tout le processus de planification et de passation des marchés pour le compte du projet, en collaboration avec la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique.
- Respecter les principes d'éthique et d'intégrité à toutes les étapes du processus de passation des marchés ;
- Rendre régulièrement compte au Coordonnateur de l'état d'avancement du processus de passation des marchés.

3.2.3 Missions spécifiques

- Préparer et mettre à jour le Plan de Passation des Marchés (PPM) ;
- Élaborer et aider à la publication de l'avis général de passation des marchés, les avis de pré qualification des fournisseurs d'équipements si requis et les avis spécifiques d'Appel d'Offres ;
- Assurer le suivi au près des services compétents de l'administration, les approbations des dossiers d'Appel d'Offres et des documents contractuels ;
- Élaborer les demandes de propositions et les termes de référence (TDR) pour : i) audit financier ; ii) études, contrôle et supervision des travaux d'infrastructures et d'équipements de l'hôpital ;
- S'assurer que les procédures décrites dans l'Accord de Prêt sont respectées et que les montants cumulés à chaque rubrique ou ligne budgétaire ne dépassent pas les plafonds alloués.
- Assurer le contrôle de qualité des documents de passation des marchés ;
- Tenir à jour la plateforme électronique d'échanges en passation de marchés en vue de rendre disponibles les informations nécessaires à la prise de décision par les autorités compétentes;
- Participer à la planification et à la mise en œuvre des activités du projet.
- Contribuer à l'élaboration des plans de mise en œuvre (PMO) et/

- ou plans de travail et du budget annuel du projet ;
- Assister le responsable de la gestion financière et comptable à l'élaboration des prévisions des décaissements annuels et pluriannuels ;
- Mettre en place des outils de gestion et de suivi des marchés ;
- Superviser l'exécution des contrats de prestations de service, des marchés de travaux et de fournitures ;
- Élaborer des rapports périodiques trimestriels et un rapport annuel sur la passation des marchés ;
- Préparer et appuyer les missions d'Audit et de Supervision en ce qui concerne les aspects de la passation de marché.

3.2.4 Qualifications requises

- Diplôme Universitaire de niveau Bac+5 minimum (DES, DESS, Master ou tout autre diplôme équivalent) en Ingénierie, Droit des Affaires, Economie, Comptabilité, Gestion des investissements, Sciences Sociales ou tout autre domaine pertinent pour le projet ;
- Solides compétences en passation de marchés de projets complexes d'infrastructures sanitaires ;
- Capacités rédactionnelles et analytiques avérées,
- Excellente maîtrise du français (écrit et oral) ;
- Maîtrise des logiciels des marchés (Tom marché, etc.) et l'utilisation de l'internet ainsi que d'autres outils de communication.

Expériences professionnelles

- Expérience professionnelle générale minimale de douze (12) ans dans le domaine de la passation des marchés des projets/programmes incluant des composantes infrastructures, équipements et services de consultants dans le secteur de la santé notamment ;
- Expérience professionnelle spécifique minimale d'au moins Six (6) ans dans la mise en œuvre des activités de passation des marchés des projets de santé sur financement extérieur notamment de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) ou des principales institutions de financement des projets publics (IDA, BAD, UE, AFD, KfW, FSD, BIsD, FAAD, BADEA, etc...) sera un atout ;
- Expérience avérée dans la préparation de dossiers d'Appel d'Offres (DAO) pour études, supervision et contrôle de travaux/fournitures d'équipements medicotechniques et autres acquisitions diverses dans le secteur de la santé en tant que responsable ou point focal ou assistant à la passation des marchés sera un atout ;
- Connaissances approfondies des règles et procédures de passation de marchés aussi bien au niveau national qu'au niveau des principaux bailleurs de fonds (FSD, BIsD, BADEA, IDA, BAD, UE, AFD, KfW, etc.).

3.3 RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

3.3.1 Lien hiérarchique :

Le Responsable Administratif et Financier (RAF) est placé sous l'autorité et la supervision du Coordonnateur de l'Unité de Mise en Œuvre du Projet (UMO). Il rend compte de toutes les activités soumises à sa responsabilité.

3.3.2 Responsabilités générales

Le/la Responsable Administratif et Financier est chargé(e) de :

- Assurer la gestion administrative, financière et comptable du projet selon les règles et procédures nationales et du bailleur (Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) ou des principales institutions de financement des projets publics (IDA, BAD, UE, AFD, KfW, FSD, BIsD, FAAD, BADEA, etc...) sera un atout ;
- Respecter les principes d'éthique et d'intégrité à toutes les étapes du processus de passation des marchés ;

- Rendre régulièrement compte au Coordonnateur des taux d'exécution financière du budget de la contrepartie nationale et du FINEX.

3.3.3 Missions spécifiques

- Assister le coordonnateur dans la préparation et l'exécution du budget ;
- Assister le Coordonnateur dans le suivi de la mobilisation des ressources de la contrepartie nationale ;
- Élaborer les prévisions de décaissements annuels et pluriannuels ;
- Gérer le Budget de la contrepartie nationale du projet selon les termes de son contrat avec le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP) ;
- Analyser les demandes de paiement en fonction des activités planifiées ;
- Élaborer et analyser les rapports de performance financière et procéder à l'analyse périodique des écarts et à la correction des changements ;
- Préparer et/ou remplir les formulaires des demandes de paiement (FINEX et Contrepartie Nationale) ;
- Préparer et suivre les demandes d'exonération fiscale (impôts et droits de douane) ;
- Faire le suivi des dépenses sur le FINEX (BIDC) et sur la contrepartie nationale (BND) et faire les rapprochements bancaires ;
- Etablir les rapports financiers pour le MSHP et le bailleur de fonds (BIDC) ;
- Assurer la préparation des réunions techniques de coordination ;
- Superviser l'entretien des équipements, des locaux et des moyens logistiques de l'UGP ;
- Faciliter les missions d'audit financier.

3.3.4 Qualifications requises

- Diplôme Universitaire de niveau Bac+5 minimum (DES, DESS, Master ou tout autre diplôme équivalent) en Finances Publiques, Comptabilité, Audit, Gestion des investissements ou tout autre domaine pertinent pour le projet ;
- Bonnes connaissances de la pratique de gestion administrative et financière de projets d'infrastructures sanitaires ;
- Capacités rédactionnelles et analytiques avérées,
- Excellente maîtrise du français (écrit et oral) ;
- Maîtrise de logiciels comptables de gestion de projet et bureautiques (notamment Tompro, Sari, etc.) de l'internet ainsi que d'autres outils de communication.

Expériences professionnelles

- Expérience professionnelle générale minimale de douze (12) ans dans le domaine de la gestion administrative et financière des projets/programmes incluant des composantes infrastructures, équipements et services de consultants dans le secteur de la santé notamment ;
- Expérience professionnelle spécifique minimale d'au moins Six (6) ans dans la gestion financière de projets de santé sur financement extérieur notamment de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) ou des principales institutions de financement des projets publics (IDA, BAD, UE, AFD, KfW, FSD, BIsD, FAAD, BADEA, etc...) sera un atout ;
- Bonnes connaissances des règles et procédures de gestion financière et comptable aussi bien au niveau national qu'au niveau des principaux bailleurs de fonds (IDA, BAD, UE, FSD, BIsD, AFD, KfW, etc.) ;
- Bonne maîtrise des outils de suivi budgétaire et de reporting financier.

3.4 RESPONSABLE DE SUIVI-EVALUATION

3.4.1 Lien hiérarchique :

Le Responsable suivi-évaluation (RSE) est placé sous l'autorité et la supervision du Coordonnateur de l'Unité de Gestion du Projet (UGP). Il rend compte de toutes les activités soumises à sa responsabilité.

3.4.2 Responsabilités générales

Le/la Responsable de suivi-évaluation est chargé(e) de :

- Apporter une assistance technique à la Coordination dans la supervision et le déroulement des activités de suivi-évaluation du projet.
- Élaborer et actualiser les outils et indicateurs de suivi-évaluation en lien avec le cadre logique du projet ;
- Mettre en place un plan de suivi-évaluation et un outil informatisé de gestion du patrimoine et de la maintenance ;
- Rendre régulièrement compte au Coordonnateur de l'état d'avancement du processus de passation des marchés.

3.4.3 Missions spécifiques

- Suivre le processus de passation des marchés liés aux infrastructures, équipements, logistique et maintenance ;
- Veiller au respect du chronogramme d'exécution des prestations de services, des travaux et acquisitions de biens ;
- Participer aux évaluations internes en cours et post-projet ;
- Assurer la régularité et l'exploitation des rapports techniques des partenaires ;
- Préparer les drafts de rapports d'activités du projet et les soumettre à la Coordination ;
- Contribuer à la préparation du Plan d'action opérationnel (PAO) annuel du projet et assurer le suivi de sa mise en œuvre ;
- Veiller en collaboration avec le service financier, au rapprochement entre l'exécution des activités et le taux de décaissement du projet ;
- Analyser, au moins trimestriellement, le niveau de performance atteint dans la mise en œuvre de chacune des composantes du projet et évaluer les résultats atteints par rapport à la programmation des indicateurs de performance consignés dans le plan de travail et/ou de mise en œuvre annuel (PTA/PMO) du Projet ;
- Organiser les évaluations techniques des actions et capitaliser les leçons apprises ;
- Rédiger des synthèses trimestrielles sur le niveau de performance du Projet ;
- Préparer et assister aux missions de supervision des activités du projet ;
- Suivre la mise en œuvre des recommandations des missions d'évaluation technique, de l'organisme d'exécution (MSHP) et des partenaires du Projet (BIDC, ACGP, COPIL) ;
- Contribuer à l'élaboration du rapport d'achèvement du projet ;

3.4.4 Qualifications requises

- Diplôme Universitaire de niveau Bac+5 minimum (DES, DESS, Master ou tout autre diplôme équivalent) en planification, administration des services de santé, santé publique, gestion des investissements, ingénierie, statistique, économie ou tout autre domaine pertinent pour le projet ; ou tout autre domaine pertinent pour le projet ;
- Connaissance des logiciels de saisie, d'analyses, de gestion de base de données et de logiciels usuels, de l'internet ainsi que d'autres outils de communication ;
- Excellente maîtrise du français (écrit et oral).

Expériences professionnelles

- Expérience professionnelle générale minimale de douze (12) ans dans le domaine de la mise en œuvre des projets/programmes incluant des composantes infrastructures, équipements et services de consultants dans le secteur de la santé notamment ;
- Expérience professionnelle spécifique minimale d'au moins Cinq (5) ans dans la gestion des projets de santé, en suivi-éva-

luation sur financement extérieur notamment de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) ou des principales institutions d'aide au développement (IDA, BAD, UE, AFD, KfW, FSD, BlsD, FAAD, BADEA, etc...) sera un atout ;

- Capacités rédactionnelles et analytiques avérées en langue française.

IV. METHODE DE SELECTION ET CONDITIONS D'EMPLOI

Les candidats seront sélectionnés suivant la méthode de Sélection de Consultant Individuel, conformément aux procédures en vigueur.

Les conditions d'emploi feront l'objet d'un contrat à négocier avec l'Organisme d'Exécution du Projet (OEP) qui est le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique. Il reste entendu que le recrutement de candidat fonctionnaire doit satisfaire aux dispositions prévues à l'article 68 (Statuts des agents publics) du DECRET D/2024/0176/PRG/SGG du 13 Octobre 2024.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de référence complets aux heures de bureau suivantes : du lundi au jeudi de 9 h 00 mn à 16 h 30 mn et le vendredi de 9H00 mn à 13H00 mn GMT au Bureau de la Division Passation des Marchés Publics sis au 2ème étage à gauche du siège du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique - Quartier Almamy - Commune de Kaloum - Email : traore.fantamady@yahoo.fr.

Les candidats seront évalués sur la base de leurs dossiers de candidature, suivant les critères et le barème de notation ci-après :

1) Qualifications d'ordre générales (Diplôme, formation et expériences générales) :

Notées 35/100 points

A noter que l'absence de Diplôme, diplôme non conforme ou de niveau inférieur, disqualifie la candidature.

2) Expériences spécifiques pertinentes pour la mission (missions similaires) :

Notées 60/100 points

3) Connaissance des logiciels informatiques, comptables et bureautiques sollicités (notamment Excel et Word): Noté 5/100 points

TOTAL GENERAL : 100/100 points

V. LIEU ET DUREE DE LA MISSION

a) Lieu de la mission : Conakry et Siguiri (base UGP et site d'implantation de l'hôpital à construire et à équiper) au chef-lieu la Région Administrative de Siguiri.

b) Durée de la mission : la durée des prestations des candidats sera égale à la durée de réalisation du projet estimée à trente-deux (32) mois avec des évaluations de la performance au terme des six (6) premiers mois puis chaque année. Les performances seront évaluées sur la base d'un contrat de performance établi conformément aux missions et principales tâches avec indication des résultats fixés. La reconduction du contrat se fera sur la base d'une performance annuelle satisfaisante, de la nécessité de service, de la disponibilité de ressources financières et pour une période maximale n'excédant pas la durée d'exécution du Projet.





N°... 2859 /MSHP/CAB/2026

Conakry, le...05 OCT 2026

APPEL À CANDIDATURES POUR LE RECRUTEMENT DE L'EQUIPE DU PERSONNEL CLE DE L'UNITE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Date début : 06/10/2026 – Date limite : 06/11/2026

I. Le Gouvernement de la République de Guinée ci-après dénommé « le Bénéficiaire » a reçu un financement du Fonds Saoudien pour le Développement (FSD) sous la forme d'Accord de Prêt N°18/824 du 09/11/2023 en vue de financer une partie du coût du Projet de Construction et d'Equipement d'un Hôpital de référence pour la Mère et l'Enfant dans la Préfecture de Coyah à Wonkifong.

Le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP), l'Organisme d'Exécution du Projet ci-après dénommée « le Client » envisage, dans le cadre de la mise en œuvre du projet, de procéder au recrutement en toute urgence l'équipe du personnel clé de l'Unité de Mise en Œuvre du Projet (UMO) qui comprend trois (3) membres :

- 1.1 . Le Coordonnateur ;
- 1.2 . Le personnel d'appui qui est composé de deux (2) membres dont :
- Un (1) responsable de passation des marchés ;
 - Un (1) responsable administratif et financier ;

Pour mener à bien le projet dont les composantes sont indiquées ci-dessous, le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP) qui est l'Organisme d'Exécution du Projet veut s'assurer le concours de l'expertise d'un personnel clé disposant de compétences requises notamment dans les domaines de la réalisation d'infrastructures de santé, de la connaissance des procédures du Fonds Saoudien pour le Développement (FSD).

- | | | |
|----------------|---|--|
| • COMPOSANTE 1 | : | Travaux de génie civil |
| • COMPOSANTE 2 | : | Equipement médical |
| • COMPOSANTE 3 | : | Equipement non médical et mobilier hospitalier |
| • COMPOSANTE 4 | : | Services de conseil |

II. OBJECTIFS DE LA MISSION

Pour accomplir sa mission, l'Unité de Mise en Œuvre (UMO) du Projet est chargée de la coordination et du suivi des activités d'exécution dudit Projet.

Elle est spécifiquement chargée :

- D'élaborer les plans de mise en œuvre (PMO) et/ou plans de travail et le budget annuel du projet ;
- D'élaborer et de soumettre au Fonds Saoudien pour le Développement (FSD) pour avis de Non-Objection, les dossiers de consultation des prestataires de services (demande de propositions pour services de consultants incluant les termes de référence (TDR) pour audit financier, études, contrôle et supervision des travaux d'infrastructures et d'équipements de l'hôpital ;
- D'élaborer et /ou organiser l'élaboration des dossiers techniques relatifs à la réalisation des travaux d'infrastructures et à l'acquisition des équipements de l'hôpital ;
- De participer à l'examen et à la validation avant soumission au FSD pour avis de Non-Objection, des dossiers d'études techniques/architecturales et d'Appel d'offres pour travaux et équipements élaborés par les prestataires de services ou bureaux d'études pour travaux de génie civil et fournitures d'équipement [état des lieux, Avant-Projet Sommaire (APS), Avant-Projet Détaillé (APD), Dossier d'Appel d'Offres (DAO)] ;
- De participer à l'évaluation d'offres de soumissionnaires pour : i)

- les travaux de génie civil ; ii) l'acquisition de biens et services ;
- De participer aux missions de négociation, de supervision et de contrôle de la qualité technique des travaux d'infrastructures et d'équipements ;
- D'examiner et de valider avant leurs mises en paiement, les états financiers et les factures des prestataires de services, des entreprises de travaux de génie civil et fournisseurs d'équipement ;
- De procéder à l'analyse et à la synthèse des rapports d'activités relatifs à l'exécution des contrats de services et/ou de consultants ou bureaux d'études ;
- De rédiger les rapports trimestriels et annuels des états d'avancement de l'exécution physique et financière des travaux, biens et services du projet ;
- Participer aux réceptions provisoire et définitive des travaux d'infrastructures et d'équipements ;
- D'assurer le suivi technique et financier (gestion et mise en œuvre) des contrats de consultants, des marchés de travaux et de fournitures de biens ;
- D'élaborer en collaboration avec le Bureau d'études qui sera recruté, le rapport d'achèvement du projet.

III. DESCRIPTION DE POSTES
3.1 COORDONNATEUR DU PROJET

3.1.1 Lien hiérarchique :

Le Coordonnateur du Projet est placé sous l'autorité et la supervision du Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique ou son représentant. Il s'assure que le Projet est correctement mis en œuvre dans le respect des délais requis et selon les standards d'efficacité et d'efficience et ce, en étroite collaboration avec tous les membres de l'Unité de Mise en Œuvre du Projet. Il rend compte de toutes les activités soumises à sa responsabilité.

3.1.2 Responsabilités générales
Le/la Coordinateur (trice) est chargé(e) de :

- Appuyer la bonne exécution des activités du projet dans toutes ses composantes en lien étroit avec le personnel d'appui ;
- Assurer la coordination opérationnelle du projet avec les différents intervenants (administration, Fonds Saoudien pour le Développement, prestataires de services, entreprises, fournisseurs, etc.) ;
- Veiller à la cohérence et à la qualité des prestations techniques, administratives et financières de l'UMO ;
- Veiller au respect des principes d'éthique et d'intégrité à toutes les étapes du processus de passation des marchés ;
- Rendre régulièrement compte de l'état d'avancement du projet au Ministre de la Santé ou à son représentant désigné le cas échéant.

3.1.3 Missions spécifiques

- Conduire la planification et la mise en œuvre des activités du projet.
- Élaborer les plans de travail annuels (PTA) et assurer leur exécution en lien avec les partenaires de mise en œuvre ;
- Assurer le suivi technique, administratif et financier des activités des quatre (4) composantes du projet
- Coordonner les relations avec les parties prenantes techniques, institutionnelles et de financement du projet ;*
- Superviser la production des rapports techniques et financiers

(annuels, semestriels) à transmettre au FSD, conformément aux obligations de l'Accord de Prêt ;

- Veiller au respect des engagements de redevabilité financière, y compris en matière de passation des marchés, ordonnancement des dépenses et justification des fonds de la contrepartie nationale et du FINEX, selon les règles et procédures en vigueur ;
- Contribuer à la mise en œuvre du dispositif de suivi-évaluation, y compris la collecte et l'analyse des indicateurs, en coordination avec les intervenants concernés.

3.1.4 Qualifications requises

- Diplôme Universitaire de niveau Bac+5 minimum (DES, DESS, Master ou tout autre diplôme équivalent) en santé publique, administration hospitalière, ingénierie, gestion des investissements, ou tout autre domaine pertinent pour le projet ;
- Solides compétences en gestion de projets complexes d'infrastructures sanitaires, avec une expérience confirmée en coordination multi-acteurs ;
- Excellente connaissance du fonctionnement des projets sur financement extérieur par les principaux bailleurs d'aide au développement ;
- Capacités rédactionnelles et analytiques avérées,
- Excellente maîtrise du français (écrit et oral) ;
- Maîtrise des logiciels bureautiques (Word, Excel, PowerPoint).

Expériences professionnelles

- Expérience professionnelle générale minimale de quinze (15) ans dans le domaine de l'administration des services de santé ou de l'ingénierie sanitaire et de gestion des investissements publics dans le secteur de la santé ;
- Expérience confirmée dans la gestion ou la coordination de projets financés par des bailleurs internationaux, notamment du Fonds Saoudien pour le Développement (FSD) ou d'un pays membre du Groupe de Coordination (GC) des institutions arabes d'aide au développement (FAAD, BADEA, BIsD etc...) sera un atout ;
- Expérience avérée dans la préparation de dossiers d'Appel d'Offres (DAO) pour études, supervision et contrôle de travaux/fournitures d'équipements médicotechniques et autres acquisitions diverses dans le secteur de la santé en tant que responsable ou point focal ou assistant à la passation des marchés sera un atout ;

3.2 RESPONSABLE DE LA PASSATION DES MARCHES

3.2.1 Lien hiérarchique :

Le Responsable de la Passation des Marchés (RPM) est placé sous l'autorité et la supervision du Coordonnateur de l'Unité de Mise en Œuvre du Projet (UMO). Il rend compte de toutes les activités soumises à sa responsabilité.

3.2.2 Responsabilités générales

Le/la Responsable de la Passation des marchés est chargé(e) de :

- Assurer et superviser tout le processus de planification et de passation des marchés pour le compte du projet, en collaboration avec la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique.
- Respecter les principes d'éthique et d'intégrité à toutes les étapes du processus de passation des marchés ;
- Rendre régulièrement compte au Coordonnateur de l'état d'avancement du processus de passation des marchés.

3.2.3 Missions spécifiques

- Préparer et mettre à jour le Plan de Passation des Marchés (PPM) ;
- Elaborer et aider à la publication de l'avis général de passation des marchés, les avis de pré qualification des fournisseurs d'équipements si requis et les avis spécifiques d'Appel d'Offres ;
- Assurer le suivi au près des services compétents de l'administra-

tion, les approbations des dossiers d'Appel d'Offres et des documents contractuels ;

- Élaborer les demandes de propositions et les termes de référence (TDR) pour : i) audit financier ; ii) études, contrôle et supervision des travaux d'infrastructures et d'équipements de l'hôpital ;
- S'assurer que les procédures décrites dans l'Accord de Prêt sont respectées et que les montants cumulés à chaque rubrique ou ligne budgétaire ne dépassent pas les plafonds alloués.
- Assurer le contrôle de qualité des documents de passation des marchés ;
- Tenir à jour la plateforme électronique d'échanges en passation de marchés en vue de rendre disponibles les informations nécessaires à la prise de décision par les autorités compétentes ;
- Participer à la planification et à la mise en œuvre des activités du projet.
- Contribuer à l'élaboration des plans de mise en œuvre (PMO) et/ou plans de travail et du budget annuel du projet ;
- Assister le responsable de la gestion financière et comptable à l'élaboration des prévisions des décaissements annuels et pluriannuels ;
- Mettre en place des outils de gestion et de suivi des marchés ;
- Superviser l'exécution des contrats de prestations de service, des marchés de travaux et de fournitures ;
- Élaborer des rapports périodiques trimestriels et un rapport annuel sur la passation des marchés ;
- Préparer et appuyer les missions d'Audit et de Supervision en ce qui concerne les aspects de la passation de marché.

3.2.4 Qualifications requises

- Diplôme Universitaire de niveau Bac+5 minimum (DES, DESS, Master ou tout autre diplôme équivalent) en Ingénierie, Droit des Affaires, Economie, Comptabilité, Gestion des investissements, Sciences Sociales ou tout autre domaine pertinent pour le projet ;
- Solides compétences en passation de marchés de projets complexes d'infrastructures sanitaires ;
- Capacités rédactionnelles et analytiques avérées,
- Excellente maîtrise du français (écrit et oral) ;
- Maîtrise des logiciels des marchés (Tom marché, etc.) et l'utilisation de l'internet ainsi que d'autres outils de communication.

Expériences professionnelles

- Expérience professionnelle générale minimale de douze (12) ans dans le domaine de la passation des marchés des projets/programmes incluant des composantes infrastructures, équipements et services de consultants dans le secteur de la santé notamment ;
- Expérience professionnelle spécifique minimale d'au moins Six (6) ans dans la mise en œuvre des activités de passation des marchés des projets de santé sur financement extérieur notamment du Fonds Saoudien pour le Développement (FSD) ou d'un pays membre du Groupe de Coordination (GC) des institutions arabes d'aide au développement (FAAD, BADEA, BIsD etc...) sera un atout ;
- Expérience avérée dans la préparation de dossiers d'Appel d'Offres (DAO) pour études, supervision et contrôle de travaux/fournitures d'équipements médicotechniques et autres acquisitions diverses dans le secteur de la santé en tant que responsable ou point focal ou assistant à la passation des marchés sera un atout ;
- Connaissances approfondies des règles et procédures de passation de marchés aussi bien au niveau national qu'au niveau des principaux bailleurs de fonds (FSD, BIsD, BADEA, IDA, BAD, UE, AFD, KfW, etc.).

3.3 RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

3.3.1 Lien hiérarchique :

Le Responsable Administratif et Financier (RAF) est placé sous l'autorité et la supervision du Coordonnateur de l'Unité de Mise en Œuvre du Projet (UMO). Il rend compte de toutes les activités soumises à sa

responsabilité.

3.3.2 Responsabilités générales

Le/la Responsable Administratif et Financier est chargé(e) de :

- Assurer la gestion administrative, financière et comptable du projet selon les règles et procédures nationales et du bailleur (Fonds Saoudien pour le Développement).
- Respecter les principes d'éthique et d'intégrité à toutes les étapes du processus de passation des marchés ;
- Rendre régulièrement compte au Coordonnateur des taux d'exécution financière du budget de la contrepartie nationale et du FINEX.

3.3.3 Missions spécifiques

- Assister le coordonnateur dans la préparation et l'exécution du budget ;
- Assister le Coordonnateur dans le suivi de la mobilisation des ressources de la contrepartie nationale ;
- Élaborer les prévisions de décaissements annuels et pluriannuels ;
- Gérer le Budget de la contrepartie nationale du projet selon les termes de son contrat avec le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP) ;
- Analyser les demandes de paiement en fonction des activités planifiées ;
- Élaborer et analyser les rapports de performance financière et procéder à l'analyse périodique des écarts et à la correction des changements ;
- Préparer et/ou remplir les formulaires des demandes de paiement (FINEX et Contrepartie Nationale) ;
- Préparer et suivre les demandes d'exonération fiscale (impôts et droits de douane) ;
- Faire le suivi des dépenses sur le FINEX (FSD) et sur la contrepartie nationale (BND) et faire les rapprochements bancaires ;
- Etablir les rapports financiers pour le MSHP et le bailleur de fonds (FSD) ;
- Assurer la préparation des réunions techniques de coordination ;
- Superviser l'entretien des équipements, des locaux et des moyens logistiques de l'UMO ;
- Faciliter les missions d'audit financier.

3.3.4 Qualifications requises

- Diplôme Universitaire de niveau Bac+5 minimum (DES, DESS, Master ou tout autre diplôme équivalent) en Finances Publiques, Comptabilité, Audit, Gestion des investissements ou tout autre domaine pertinent pour le projet ;
- Bonnes connaissances de la pratique de gestion administrative et financière de projets d'infrastructures sanitaires ;
- Capacités rédactionnelles et analytiques avérées,
- Excellente maîtrise du français (écrit et oral) ;
- Maîtrise de logiciels comptables de gestion de projet et bureautiques (notamment Tompro, Sari, etc.) de l'internet ainsi que d'autres outils de communication.

Expériences professionnelles

- Expérience professionnelle générale minimale de douze (12) ans dans le domaine de la gestion administrative et financière des projets/programmes incluant des composantes infrastructures, équipements et services de consultants dans le secteur de la santé notamment ;
- Expérience professionnelle spécifique minimale d'au moins Six (6) ans dans la gestion financière de projets de santé sur financement extérieur notamment du Fonds Saoudien pour le Développement (FSD) ou d'un pays membre du Groupe de Coordination (GC) des institutions arabes d'aide au développement (FAAD, BADEA, BlsD etc...) sera un atout ;
- Bonnes connaissances des règles et procédures de gestion financière et comptable aussi bien au niveau national qu'au niveau

des principaux bailleurs de fonds (IDA, BAD, UE, FSD, BlsD, AFD, KfW, etc.) ;

- Bonne maîtrise des outils de suivi budgétaire et de reporting financier.

IV. METHODE DE SELECTION ET CONDITIONS D'EMPLOI

Les candidats seront sélectionnés suivant la méthode de Sélection de Consultant Individuel, conformément aux procédures en vigueur.

Les conditions d'emploi feront l'objet d'un contrat à négocier avec l'Organisme d'Exécution du Projet (OEP) qui est le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique.

Il reste entendu que le recrutement de candidat fonctionnaire doit satisfaire aux dispositions prévues à l'article 68 (Statuts des agents publics) du DECRET D/2024/0176/PRG/SGG du 13 Octobre 2024.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de référence complets aux heures de bureau suivantes : du lundi au jeudi de 9 h 00 mn à 16 h 30 mn et le vendredi de 9H00 mn à 13H00 mn GMT au Bureau de la Division Passation des Marchés Publics sis au 2ème étage à gauche du siège du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique - Quartier Almamy - Commune de Kaloum - Email : traore.fantamady@yahoo.fr.

Les candidats seront évalués sur la base de leurs dossiers de candidature, suivant les critères et le barème de notation ci-après :

- 1) Qualifications d'ordre générales (Diplôme, formation et expériences générales) :
Notées 35/100 points
A noter que l'absence de Diplôme, diplôme non conforme ou de niveau inférieur, disqualifie la candidature.
- 2) Expériences spécifiques pertinentes pour la mission (missions similaires) :
Notées 60/100 points
- 3) Connaissance des logiciels informatiques, comptables et bureautiques sollicités
- 4) Notée 5/100 points

TOTAL GENERAL : 100/100 points

V. LIEU ET DUREE DE LA MISSION

- a) Lieu de la mission : Conakry et Wonkifong (base UMO et site d'implantation de l'hôpital à construire et à équiper) dans la Préfecture de Coyah.
- b) Durée de la mission : la durée des prestations des candidats sera égale à la durée de réalisation du projet estimée à trois (3) ans avec des évaluations de la performance au terme des six (6) premiers mois puis chaque année. Les performances seront évaluées sur la base d'un contrat de performance établi conformément aux missions et principales tâches avec indication des résultats fixés. La reconduction du contrat se fera sur la base d'une performance annuelle satisfaisante, de la nécessité de service, de la disponibilité de ressources financières et pour une période maximale n'excédant pas la durée d'exécution du Projet.





AVIS DE RECRUTEMENT

Le Haut-Commissariat de l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Gambie (OMVG), organisation intergouvernementale regroupant la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau et le Sénégal, lance un appel à candidatures pour le recrutement d'un(e) Comptable Projets, poste permanent basé à Dakar (Sénégal).

Les Termes de Référence complets du poste (missions, profil requis et composition du dossier de candidature) peuvent être consultés sur le site web de l'OMVG : www.omvg.org.

Conditions

Les candidats doivent être ressortissants d'un État membre de l'OMVG et être âgés de cinquante-cinq (55) ans au plus.

L'OMVG applique une politique d'égalité des chances et encourage vivement les candidatures féminines.

Dépôt et clôture des candidatures

Les dossiers de candidature (lettre de motivation, CV détaillé, copies des diplômes et attestations de travail, pièce d'identité et trois références) doivent être transmis par voie électronique uniquement, au plus tard le 18 octobre 2026 à 17h00 (GMT), à l'adresse recrutement@omvg.org, avec pour objet : « Candidature au poste de Comptable Projets ».

Seuls les candidats présélectionnés seront contactés. L'OMVG se réserve le droit de ne pas donner suite au présent avis.



Agence belge de développement
enabel.be

AVIS D'APPEL D'OFFRES POUR LE MARCHE DE SERVICE Réf. GIN24001-10117

Dans le cadre du développement de ses activités en Guinée, Enabel lance un avis d'appel d'offres.

L'agence belge de développement, Enabel mobilise ses ressources et son expertise pour éliminer la pauvreté dans le monde. Enabel est l'agence d'exécution mandatée par l'UE pour la mise en œuvre de ces projets avec les autorités Guinéennes.

Pays : Guinée

Objet : GIN24001-10117 « Marché de recrutement d'un enseignant en appui au Programme de Master en Santé Publique à la Faculté des Sciences et Techniques de la Santé de l'UGANC. Dans le domaine de la « Diplomatie en Santé »

Date de clôture : Jeudi 15 octobre 2026 à 16h00 à l'adresse ci-dessous :

Bureaux d'Enabel

Agence belge de coopération internationale Immeuble Koubia, Corniche nord, Camayenne

Email : molontetetchah.potcho@enabel.be

Document de l'avis : le document de soumission et ses annexes sont accessibles gratuitement sur le lien ci-dessous

<https://bit.ly/3VqtcFV>



Agence belge de développement
enabel.be

AVIS D'APPEL D'OFFRES POUR LE MARCHE DE SERVICE Réf. GIN24001-10129

Dans le cadre du développement de ses activités en Guinée, Enabel lance un avis d'appel d'offres.

L'agence belge de développement, Enabel mobilise ses ressources et son expertise pour éliminer la pauvreté dans le monde. Enabel est l'agence d'exécution mandatée par l'UE pour la mise en œuvre de ces projets avec les autorités Guinéennes.

Pays : Guinée

Objet : GIN24001-10129 « Marché de recrutement d'un enseignant en appui au Programme de Master en Santé Publique à la Faculté des Sciences et Techniques de la Santé de l'UGANC. Dans le domaine Suivi et Evaluation des Projets et Programmes de santé »

Date de clôture : Jeudi 15 octobre 2026 à 16h00 à l'adresse ci-dessous :

Bureaux d'Enabel

Agence belge de coopération internationale Immeuble Koubia, Corniche nord, Camayenne

Email : molontetetchah.potcho@enabel.be

Document de l'avis : le document de soumission et ses annexes sont accessibles gratuitement sur le lien ci-dessous

<https://bit.ly/4hzv0DJ>



Agence belge de développement
enabel.be

AVIS D'APPEL D'OFFRES POUR LE MARCHE DE SERVICE Réf. GIN24001-10128

Dans le cadre du développement de ses activités en Guinée, Enabel lance un avis d'appel d'offres.

L'agence belge de développement, Enabel mobilise ses ressources et son expertise pour éliminer la pauvreté dans le monde. Enabel est l'agence d'exécution mandatée par l'UE pour la mise en œuvre de ces projets avec les autorités Guinéennes.

Pays : Guinée

Objet : GIN24001-10128 « Marché de recrutement d'un enseignant en appui au Programme de Master en Santé Publique à la Faculté des Sciences et Techniques de la Santé de l'UGANC. Dans le domaine « Financement et économie des Systèmes de Santé »

Date de clôture : Jeudi 15 octobre 2026 à 16h00 à l'adresse ci-dessous :

Bureaux d'Enabel

Agence belge de coopération internationale Immeuble Koubia, Corniche nord, Camayenne

Email : molontetetchah.potcho@enabel.be

Document de l'avis : le document de soumission et ses annexes sont accessibles gratuitement sur le lien ci-dessous

<https://bit.ly/4ALAjca>



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Rapport de suivi de la situation économique 2026 de la Guinée : transformer la richesse des ressources naturelles en croissance du secteur privé et en emplois

CONAKRY, 9 octobre 2026 - La troisième édition du Rapport de suivi de la situation économique de la Guinée intitulée *Au-delà de l'exploitation minière : transformer la richesse des ressources naturelles en croissance du secteur privé et en emplois*, souligne que l'économie guinéenne a enregistré une croissance de 7,3 % en 2025, portée par une forte expansion du secteur minier, notamment de la production de bauxite, ainsi que par la reprise des services et la croissance de l'agriculture. Dans le même temps, l'inflation a reculé à 3,2 %, contribuant à une amélioration du pouvoir d'achat des ménages et à une baisse estimée du taux national de pauvreté.

« Portée par les investissements miniers et la mise en production progressive de Simandou, la Guinée dispose d'une occasion historique d'accélérer sa transformation économique. Pour en maximiser les retombées, des réformes supplémentaires seront nécessaires afin de renforcer le secteur privé, stimuler l'emploi et diversifier l'économie », souligne Marilynne Youbi, économiste du Groupe de la Banque mondiale et auteure principale du rapport

Les perspectives à moyen terme sont particulièrement favorables. Avec le démarrage des exportations de mi-

nerai de fer de Simandou, la croissance devrait atteindre 8,8 % en 2026, 11,6 % en 2027 et 10,7 % en 2028, plaçant la Guinée parmi les économies à la croissance la plus rapide au monde. Toutefois, le rapport souligne que la croissance tirée par l'exploitation minière ne se traduira pas automatiquement par une amélioration généralisée du bien-être, dans un contexte où l'emploi salarié formel reste limité et où une grande partie de la population travaille dans des activités à faible productivité.

Le rapport relève également que les résultats budgétaires restent sous pression malgré les progrès réalisés dans la mobilisation des recettes. En 2025, les recettes totales ont atteint 18,2 % du PIB, soit leur niveau le plus élevé depuis plus de vingt ans, tandis que les dépenses publiques ont fortement augmenté sous l'effet des investissements et des dépenses électorales. Le déficit budgétaire s'est établi à 8,9 % du PIB.

En sus des performances macroéconomiques, l'accent est mis sur la nécessité de renforcer le secteur privé non minier, d'améliorer l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises, de développer les compétences de la main-d'œuvre et de favoriser des liens plus étroits entre l'exploitation minière et

le reste de l'économie à travers une politique efficace de contenu local.

L'agriculture Les perspectives à moyen terme sont particulièrement favorables. Avec le démarrage des exportations de minerai de fer de Simandou, le taux de croissance moyenne devrait être 9,0 % sur la période 2006-2028, plaçant la Guinée parmi les économies à la croissance la plus rapide au monde. Toutefois, le rapport souligne que la croissance tirée par l'exploitation minière ne se traduira pas automatiquement par une amélioration généralisée du bien-être, dans un contexte où l'emploi salarié formel reste limité et où une grande partie de la population travaille dans des activités à faible productivité.

Le rapport relève également que les résultats budgétaires restent sous pression malgré les progrès réalisés dans la mobilisation des recettes. En 2025, les recettes totales ont atteint 18,2 % du PIB, soit leur niveau le plus élevé depuis plus de vingt ans (mais seulement 12,4 % du PIB après rebasage),

tandis que les dépenses publiques ont fortement augmenté sous l'effet des investissements et des dépenses électorales. Le déficit budgétaire s'est établi à 8,9 % (6,4 % du PIB rebasé).

En sus des performances macroéconomiques, l'accent est mis sur la nécessité de renforcer le secteur privé non minier, d'améliorer l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises, de développer les compétences de la main-d'œuvre et de favoriser des liens plus étroits entre l'exploitation minière et le reste de l'économie à travers une politique efficace de contenu local.

L'agriculture occupe une place centrale dans cette stratégie. Représentant environ 32 % du PIB et plus de 60 % des emplois, elle offre un potentiel considérable pour la création d'emplois, la réduction de la pauvreté et la diversification économique. Le rapport recommande notamment d'investir dans les infrastructures et la logistique post-récolte, de renforcer les chaînes de valeur agricoles et agroalimentaires et de tirer parti du corridor de Simandou pour améliorer l'accès des producteurs aux marchés nationaux et internationaux.

« Au-delà de l'ampleur des investissements du mégaprojet Simandou, la réussite de la Guinée se mesurera par la capacité du pays à mettre à profit cette opportunité pour renforcer ses institutions, développer ses infrastructures et investir dans son capital humain », déclare Issa Mare

Diaw, représentant résident du Groupe de la Banque mondiale pour la Guinée.

Le rapport appelle à accélérer les réformes visant à renforcer la compétitivité du secteur privé, améliorer la gestion des finances publiques, développer les chaînes de valeur agricoles, accroître les investissements dans les compétences et le capital humain et veiller à ce que les retombées de la croissance profitent à l'ensemble de la population.

Télécharger le Rapport de suivi de la situation économique de la Guinée 2026 : <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099100526094515777>

Contacts
Zubah Beavogui zbeavogui@worldbankgroup.org Téléphone: +224 625259536

À Conakry
Pour en savoir plus sur les activités du Groupe de la Banque mondiale en Guinée : <https://www.banquemondiale.org/fr/country/guinea>

Pour plus d'informations, visitez : <https://www.banquemondiale.org/fr/region/af/western-and-central-africa>
Suivez-nous sur X : https://x.com/BM_Afrique

Communiqué de Presse
2026/013/AFW

Kankan : le ministre de la Justice menace de sanctions les magistrats qui abandonnent leurs postes

En séjour de travail dans la région administrative de Kankan, le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Ibrahima Sory Il Tounkara, a mis en garde les magistrats qui abandonnent leurs postes ou accusent des retards dans la rédaction des décisions de justice. Il a annoncé des sanctions contre ceux qui ne respectent pas leurs obligations professionnelles.

Cette mise en garde a été formulée ce vendredi 9 octobre 2026, lors d'une rencontre organisée à la Cour d'appel de Kankan. La réunion a rassemblé des autorités judiciaires

et sécuritaires, des responsables locaux ainsi que des citoyens, autour des difficultés qui entravent le bon fonctionnement de la justice dans la région.

Au cours des échanges, le premier président de la Cour d'appel de Kankan, Pierre Lamah, a notamment attiré l'attention sur l'abandon de leurs postes par certains magistrats et les retards dans la rédaction des décisions de justice. Des manquements qui, selon les préoccupations soulevées, perturbent le fonctionnement normal des juridictions. Face à ces dysfonctionne-

ments, le garde des Sceaux a affiché sa volonté de sévir contre les magistrats qui ne s'acquittent pas correctement de leurs responsabilités.

« On ne peut pas avoir une telle responsabilité et se mettre à se promener. Aujourd'hui, les magistrats aiment se promener, ils sont sur les réseaux sociaux. Vous les voyez partout à travers le monde, alors que des procédures sont en train de dormir dans les bureaux. Ce n'est pas normal », a-t-il déclaré.

Le ministre a également invité les responsables des juridic-

tions à assurer un suivi rigoureux du travail des magistrats et à lui signaler tout manque constaté.

« Quand on rentrera, on prendra des mesures prochainement, parce qu'il faut que ça change et qu'on s'habitue aux bonnes pratiques. Tout va changer. Les magistrats qui ne seront pas dans la logique d'aider au bon fonctionnement de la justice nous trouveront sur leur route. On n'hésitera plus à sanctionner un magistrat qui ne fera pas correctement son travail », a-t-il averti.

Cette sortie intervient dans

un contexte où les lenteurs judiciaires suscitent des préoccupations, notamment en raison des procédures qui s'éternisent et des personnes détenues dans l'attente de leur jugement.

Les sanctions annoncées par le ministre seront-elles suivies d'effets concrets ? Leur mise en œuvre pourrait constituer un levier pour améliorer le suivi des dossiers, réduire les retards dans le traitement des procédures et lutter contre les détentions prolongées sans jugement.

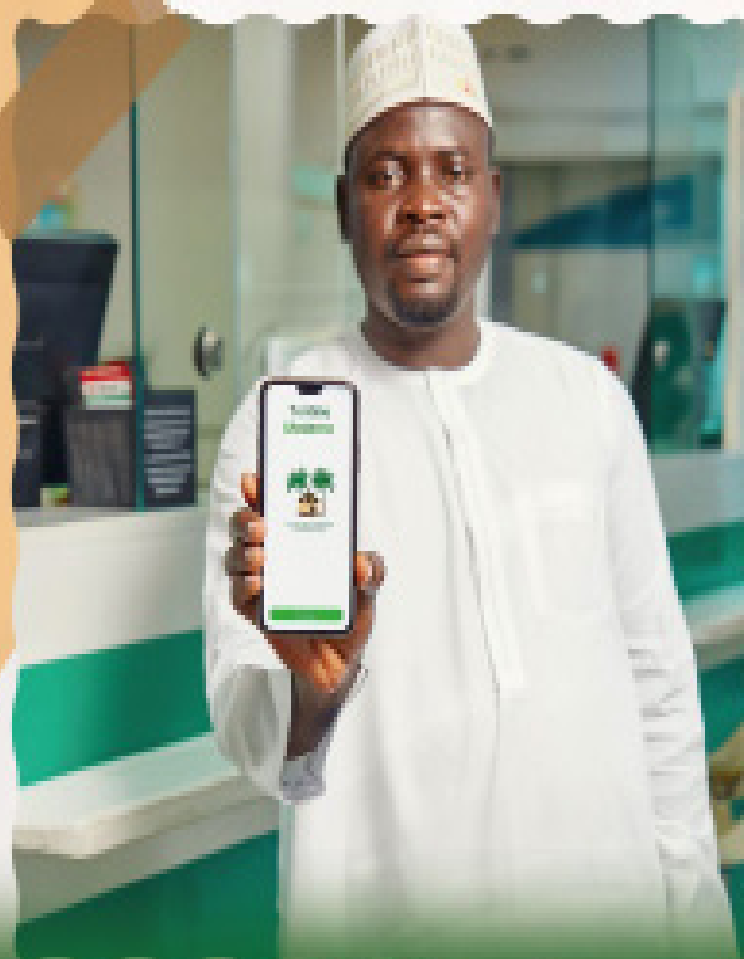
Guineenews



TONTINE MODERNE

ANTICIPER POUR CÉLÉBRER

JANVIER



Si toi de janvier
décides d'activer la Tontine
Moderne du CRG aujourd'hui

JOUR DE TABASKI



... Toi du jour de la Tabaski
n'auras pas à t'inquiéter pour
le prix du bœuf, les bijoux de
la mariée ou la réception.



CREDIT RURAL DE GUINEE

CONTACTEZ- NOUS 626 55 55 55



Ensemble travaillons pour notre réussite
 #Meilleure microfinance 2025